

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	11
AVANT-PROPOS	17
REMERCIEMENTS	21
LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	27
SOMMAIRE	31
TABLE DE JURISPRUDENCE	35
I. Cour permanente de justice internationale et Cour internationale de justice	35
II. Cour européenne des droits de l'homme	35
III. Cour de justice de l'Union européenne	36
INTRODUCTION GÉNÉRALE	43
I. UNE BRÈVE MISE EN CONTEXTE DE LA PRÉSENTE ÉTUDE	45
II. LE PLAN DE L'ÉTUDE, LES HYPOTHÈSES ET LA THÈSE	53
III. QUELQUES CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES	54
§ 1. – Le terrain de l'étude et ses limites	55
§ 2. – La méthode de l'étude	60
§ 3. – Le positionnement épistémologique	60
§ 4. – Précisions terminologiques et légistiques	63

PARTIE I

DÉFINITION.

LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UNE PRÉSUMPTION AMBIVALENTE D'ÉQUIVALENCE DE SOLUTIONS JURIDIQUES NATIONALES

INTRODUCTION	71
--------------------	----

TITRE I

LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE DANS LE DISCOURS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES : UNE COMPOSITION CACOPHONIQUE

INTRODUCTION	73
CHAPITRE I. – LA GENÈSE DE LA CONFIANCE MUTUELLE : NAISSANCE ET ESSOR D'UN PRINCIPE HÉTÉROCLITE EN DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	
	75
INTRODUCTION	75
SECTION I. – LA GENÈSE DE LA CONFIANCE MUTUELLE DANS LE DISCOURS RELATIF AU MARCHÉ INTÉRIEUR	
	76
§ 1. – La confiance mutuelle en matière de reconnaissance mutuelle des diplômes : d'une confiance concrète à une confiance abstraite entre les États membres	76
§ 2. – La confiance mutuelle sollicitée en tant qu'outil de contrôle de la validité des entraves à la libre circulation des marchandises	80
§ 3. – La confiance mutuelle étendue en matière douanière aux États tiers	84
§ 4. – Considérations plus générales sur la genèse de la confiance mutuelle en droit du marché intérieur	85
SECTION II. – LA GENÈSE DE LA CONFIANCE MUTUELLE DANS LE DISCOURS RELATIF À L'ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE	
	86
§ 1. – L'apparition de la confiance mutuelle en droit de la coopération judiciaire en matière civile : une confiance mutuelle cohérente et renforcée au fil du temps	87
§ 2. – L'avènement de la confiance mutuelle dans le discours relatif à la coopération en matière pénale	90

§ 3. – La sollicitation impromptue de la confiance mutuelle dans le domaine lié à la coopération en matière d’asile	96
§ 4. – Considérations plus générales sur la genèse de la confiance mutuelle en droit de l’espace de liberté, de sécurité et de justice	100
SECTION III. – LES RARES APPARITIONS DE LA CONFIANCE MUTUELLE EN DEHORS DES DOMAINES DU MARCHÉ INTÉRIEUR ET DE L’ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE	101
CONCLUSION DU CHAPITRE I	102
CHAPITRE II. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE À TRAVERS LE PRISME DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE : UN DEVOIR DE CONFIANCE À L’ÉGARD DE SOLUTIONS JURIDIQUES NATIONALES	105
INTRODUCTION	105
SECTION I. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UNE OBLIGATION POUR LES ÉTATS MEMBRES DE SE FAIRE CONFIANCE POUR CE QUI CONCERNE LA MISE EN ŒUVRE CONCRÈTE DU DROIT DE L’UNION	106
§ 1. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne l’application, par les organes nationaux, de règles unifiées	107
1. <i>Le principe de confiance mutuelle et l’application de standards unifiés en droit de la libre circulation des marchandises</i>	108
2. <i>Le principe de confiance mutuelle et l’application d’une répartition horizontale unifiée des compétences entre États membres</i>	112
I. La répartition des compétences en matière de permis de conduire	112
II. La répartition des compétences en matière de sécurité sociale pour les travailleurs migrants	117
III. La répartition des compétences en matière de coopération judiciaire civile	121
IV. La répartition des responsabilités en matière d’examen des demandes d’asile	128
§ 2. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne l’application, par les organes nationaux, de règles harmonisées .	130
1. <i>La confiance dans l’application de standards harmonisés en droit de la libre circulation des marchandises</i>	131
2. <i>Le principe de confiance mutuelle et l’application de règles harmonisées dans le cadre de la reconnaissance mutuelle du permis de conduire</i>	134

3. <i>Le principe de confiance mutuelle et l'application des règles de procédure dans le cadre des déplacements illicites d'enfants</i>	135
4. <i>Le principe de confiance mutuelle et l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne</i> ...	137
§ 3. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne l'application, par les organes nationaux, du droit de l'Union : synthèse	141
SECTION II. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UNE OBLIGATION POUR LES ÉTATS MEMBRES DE SE FAIRE CONFIANCE POUR CE QUI CONCERNE LE CONTENU DE LEURS DROITS NATIONAUX RESPECTIFS	
§ 1. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne le contenu des normes nationales en présence d'une unification	146
§ 2. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne le contenu des normes nationales en présence d'une harmonisation	148
1. <i>L'exigence du respect de la primauté du droit de l'Union</i> .	149
2. <i>L'exclusion de la protection d'intérêts entièrement localisés sur le territoire des autres États membres</i>	153
§ 3. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne le contenu des normes nationales en l'absence de tout rapprochement	156
1. <i>Le système général de reconnaissance mutuelle des diplômes</i>	156
2. <i>Le principe de reconnaissance mutuelle en droit de la libre circulation des marchandises</i>	159
3. <i>Le principe de confiance mutuelle dans les instruments en matière de coopération judiciaire civile</i>	160
4. <i>Le principe de confiance mutuelle dans les instruments en matière de coopération pénale</i>	164
§ 4. – Le devoir de se faire confiance pour ce qui concerne le contenu des normes nationales : synthèse	172
CONCLUSION DU CHAPITRE II	174
CONCLUSION DU TITRE I	177

TITRE II

LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE EN DROIT DE L'UNION : TENTATIVE DE RECONSTRUCTION DOCTRINALE

INTRODUCTION	179
CHAPITRE I. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UNE PRÉSUMPTION	
DE COMPATIBILITÉ DE SOLUTIONS JURIDIQUES NATIONALES	181
INTRODUCTION	181
SECTION I. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE :	
UN PRINCIPE JURIDIQUE QUI IMPOSE L'INFÉRENCE D'UNE PRÉSUMPTION	
DE COMPATIBILITÉ DE SOLUTIONS JURIDIQUES NATIONALES	182
§ 1. – Le mécanisme présomptif qui sous-tend le principe de confiance mutuelle	183
§ 2. – Les deux variantes du principe de confiance mutuelle : une présomption ambivalente de compatibilité de solutions juridiques nationales	184
§ 3. – Les objets de la présomption : des solutions juridiques variées	187
§ 4. – Les sujets du principe de confiance mutuelle : une présomption de comptabilité qui ne s'applique que dans les relations horizontales directes entre les États membres	189
SECTION II. – LA CONFIANCE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES	191
§ 1. – Prélude épistémologique	191
§ 2. – La confiance : éléments et paramètres substantiels	193
§ 3. – La confiance : éléments et paramètres fonctionnels	198
§ 4. – La confiance et la fiabilité	199
§ 5. – La réciprocité de la confiance	200
SECTION III. – L'ARCHÉTYPE DE LA CONFIANCE MUTUELLE EN DROIT DE L'UNION	201
§ 1. – Le principe de confiance mutuelle en droit de l'Union : éléments et paramètres substantiels	201
§ 2. – Le principe de confiance mutuelle en droit de l'Union : éléments et paramètres fonctionnels	205
§ 3. – La confiance et la fiabilité	206
§ 4. – La réciprocité de la confiance	206
SECTION IV. – PARENTÉ ET DISTINCTION DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE AVEC DES PRINCIPES VOISINS DU DROIT DE L'UNION	207

§ 1. – Définition des concepts de confiance mutuelle, de reconnaissance mutuelle et d'équivalence	208
§ 2. – Le principe de reconnaissance mutuelle et l'équivalence ...	209
§ 3. – Le principe de confiance mutuelle et l'équivalence	211
§ 4. – Les principes de confiance mutuelle et de reconnaissance mutuelle	211
§ 5. – Les principes de confiance mutuelle, de reconnaissance mutuelle et d'équivalence : synthèse	213
CONCLUSION DU CHAPITRE I	215
CHAPITRE II. – LA NATURE, LES EFFETS ET LE CHAMP D'APPLICATION DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE	
INTRODUCTION	217
SECTION I. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE :	
UN PRINCIPE « CONSTITUTIONNEL » QUI SOUS-TEND ET STRUCTURE L'ENSEMBLE DE L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE	218
§ 1. – Le principe de confiance mutuelle : un principe qui structure l'ordre juridique de l'Union	219
§ 2. – La place du principe de confiance mutuelle dans la hiérarchie des normes	222
SECTION II. – LA PORTÉE JURIDIQUE DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE	
§ 1. – L'absence d'existence indépendante et d'effet direct du principe de confiance mutuelle	224
§ 2. – La portée autonome du principe de confiance mutuelle	225
SECTION III. – LE CHAMP D'APPLICATION PERSONNEL DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE	
§ 1. – Le principe de confiance mutuelle, un principe applicable uniquement aux relations entre (tous les) États membres	228
1. <i>La confiance mutuelle : conséquence du statut d'État membre de l'Union européenne</i>	228
2. <i>La confiance mutuelle et le Brexit</i>	236
§ 2. – Le principe de confiance mutuelle, un principe à géométrie variable	237
CONCLUSION DU CHAPITRE II	240
CONCLUSION DU TITRE II	241
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	243

PARTIE II
**FONDEMENT ET LIMITE. LA COMMUNAUTÉ
 DE VALEURS : UN FONDEMENT INCERTAIN
 ET UNE LIMITE IMPARFAITE
 DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE**

INTRODUCTION	247
--------------------	-----

TITRE I
**LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS :
 UN FONDEMENT INCERTAIN**

INTRODUCTION	251
--------------------	-----

CHAPITRE I. – LA JUSTIFICATION AXIOLOGIQUE DE LA CONFIANCE MUTUELLE DANS LE DISCOURS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES	253
--	-----

INTRODUCTION	253
--------------------	-----

SECTION I. – LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS DANS LA GENÈSE DU DISCOURS RELATIF À LA CONFIANCE MUTUELLE	254
---	-----

§ 1. – L'absence initiale de justification axiologique sous-tendant le principe de confiance mutuelle	254
--	-----

§ 2. – L'apparition d'une justification axiologique dans le discours relatif à la confiance mutuelle	256
---	-----

SECTION II. – À LA CROISÉE DE LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS ET DE LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊTS : LES DIFFÉRENTES LECTURES DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE DANS LES DISCOURS DES INSTITUTIONS	260
---	-----

§ 1. – La communauté de valeurs dans le discours des institutions : entre <i>faits</i> et <i>normes</i>	260
--	-----

§ 2. – La communauté de valeurs dans le discours des institutions : une condition nécessaire de la confiance mutuelle ?	262
---	-----

§ 3. – Les différentes compréhensions de la confiance mutuelle et de l'Union européenne en général	263
--	-----

CONCLUSION DU CHAPITRE I ^{ER}	270
--	-----

CHAPITRE II. – LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS : UN POSTULAT <i>DISCURSIF</i> , MAIS AUSSI <i>UTOPIQUE</i> DE L'UNION EUROPÉENNE	273
INTRODUCTION	273
SECTION I. – LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS DANS LE DISCOURS : UN POSTULAT HISTORIQUE ET JURIDIQUE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	275
§ 1. – D'un point de vue historique : le messianisme axiologique de l'Union européenne	275
1. <i>Les débuts de la construction européenne : un messianisme politique latent</i>	275
2. <i>L'achèvement d'une union politique : l'Union européenne à la rencontre de son destin</i>	278
§ 2. – D'un point de vue juridique : un fondement de l'Union européenne	279
SECTION II. – LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS DANS L'UNION EUROPÉENNE DANS LES FAITS : UN POSTULAT NÉBULEUX ET CHIMÉRIQUE	282
§ 1. – La communauté de valeurs dans l'Union européenne, un idéal nébuleux	282
1. <i>La communauté de valeurs dans l'Union européenne : un idéal insaisissable</i>	283
I. Les valeurs tenant au respect des droits fondamentaux, de la liberté, de l'égalité et de la dignité humaine	284
II. Les droits des personnes appartenant à des minorités	288
III. Le respect de l'État de droit et du principe démocratique	290
2. <i>Les tempéraments au caractère nébuleux de certaines valeurs fondatrices</i>	298
I. La codification croissante des droits fondamentaux	298
II. La précision des exigences liées aux principes démocratiques et de l'État de droit	302
§ 2. – La communauté de valeurs dans l'Union européenne, une utopie qui s'éloigne	307
1. <i>Les limites de la capacité instituante de l'article 2 du TUE</i>	309
2. <i>L'existence de violations systémiques des valeurs fondatrices dans certains États membres</i>	312
§ 3. – Les traces d'un « <i>abusive constitutionalism</i> » qui profite de l'indétermination des valeurs fondatrices	318
SECTION III. – LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS DANS L'UNION, UN IMPÉRATIF JURIDIQUE QUI SOUFFRE D'UNE FAIBLE GARANTIE NORMATIVE	323

§ 1. – La faiblesse des mécanismes de contrôle politique du respect de la communauté de valeurs par les États membres prévus dans l'ordre juridique de l'Union	325
1. <i>Le contrôle politique ex ante du respect, par les États candidats, de la communauté de valeurs</i>	325
2. <i>Le contrôle politique ex post du respect, par les États membres, de la communauté de valeurs</i>	329
I. L'article 7 du TUE	330
II. Le nouveau cadre pour l'État de droit de la Commission ..	332
III. Le « dialogue constructif » instauré par le Conseil	334
IV. Le « tableau de bord » annuel de la justice dans l'Union européenne	335
V. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne	336
VI. Les clauses de sauvegarde dans les traités d'adhésion depuis 2004 et le mécanisme de coopération et de vérification mis en place à l'égard de la Roumanie et de la Bulgarie	338
VII. Les projets de nouveaux mécanismes de contrôle	340
§ 2. – L'ascension du contentieux axiologique juridictionnel	343
1. <i>Le potentiel d'invocabilité de la communauté de valeurs</i> ..	343
I. L'invocabilité autonome de l'article 2 du TUE	345
II. L'invocabilité complémentaire de l'article 2 du TUE	356
2. <i>La timide émergence d'un contentieux axiologique devant la Cour de justice</i>	358
CONCLUSION DU CHAPITRE II	367
CONCLUSION DU TITRE I	369

TITRE II

LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS : UNE LIMITE IMPARFAITE

INTRODUCTION	371
CHAPITRE I. – LES EXCEPTIONS DANS LE TEXTE	373
SECTION I. – LE DROIT DU MARCHÉ INTÉRIEUR	373
SECTION II. – LE DROIT DE LA COOPÉRATION JUDICIAIRE CIVILE	376
§ 1. – Les instruments sous-tendus par la confiance mutuelle comportant un système de restrictions « ouvert »	377

§ 2. – Les instruments sous-tendus par la confiance mutuelle comportant un système de restrictions « fermé »	380
SECTION III. – LE DROIT DE LA COOPÉRATION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE	384
§ 1. – Les instruments sous-tendus par la confiance mutuelle comportant un système de restrictions « fermé »	384
§ 2. – Les instruments sous-tendus par la confiance mutuelle comportant un système de restrictions « ouvert »	386
SECTION IV. – LE RÉGIME EUROPÉEN COMMUN D'ASILE	387
§ 1. – Le protocole n° 24 sur le droit d'asile pour les ressortissants des États membres de l'Union européenne	387
1. <i>L'exception tenant à la décision de déroger à la Convention européenne des droits de l'homme</i>	390
2. <i>L'exception tenant au déclenchement et/ou à l'aboutissement d'une des procédures visées à l'article 7 du TUE</i>	391
3. <i>L'exception tenant à une décision unilatérale d'un État membre d'examiner une demande d'asile d'un citoyen européen qui lui est adressée.</i>	392
§ 2. – Le système « Dublin »	393
CONCLUSION DU CHAPITRE I	397
CHAPITRE II. – LES EXCEPTIONS AU-DELÀ DU TEXTE	399
SECTION I. – LES « CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES » OBLIGEANT DE FAIRE EXCEPTION À LA CONFIANCE MUTUELLE AU-DELÀ DU TEXTE	400
§ 1. – Le droit du marché intérieur	400
§ 2. – Le régime européen commun d'asile	402
§ 3. – Le droit de la coopération policière et judiciaire pénale	407
1. <i>Les exceptions à la confiance mutuelle tenant aux conditions de détention</i>	407
2. <i>Les exceptions à la confiance mutuelle tenant au droit à un procès équitable</i>	409
§ 4. – Le droit de la coopération judiciaire civile	412
SECTION II. – LA NOTION DE « CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES » : PROPOSITION DE RECONSTRUCTION DOCTRINALE	413
§ 1. – La protection des valeurs fondatrices et les autres impératifs de la construction européenne : un difficile équilibre	414

§ 2. – Le critère des défaillances systémiques	418
CONCLUSION DU CHAPITRE II	419
CHAPITRE III. – LES EXCEPTIONS À LA CONFIANCE MUTUELLE : ÉVALUATION	421
SECTION I. – DES DIFFICULTÉS PRATIQUES	421
SECTION II. – DES FRAGILITÉS THÉORIQUES	424
§ 1. – Le principe de confiance mutuelle contre lui-même dans l'ordre juridique de l'Union : le risque de conflit « endogène » résultant de l'érosion des valeurs fondatrices	426
§ 2. – Le principe de confiance mutuelle à la croisée des ordres juridiques européens : le risque de conflit « exogène » résultant d'une violation de la Convention européenne des droits de l'homme	429
1. <i>Les mesures nationales de mise en œuvre du droit de l'Union et la Convention européenne des droits de l'homme</i> .	431
I. L'allègement du contrôle conventionnel : la présomption « Bosphorus »	433
2. <i>Le principe de confiance mutuelle dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme</i>	436
I. Le contrôle de la mise en œuvre du principe de confiance mutuelle sans application de la présomption de protection équivalente	436
II. Le contrôle de la mise en œuvre du principe de confiance mutuelle avec application de la présomption de protection équivalente	442
3. <i>Le principe de confiance mutuelle et les exigences conventionnelles : une harmonie accessible</i>	446
I. D'un point de vue substantiel : la compatibilité de principe des standards allégés justifiés par les besoins de la coopération internationale	447
II. D'un point de vue procédural : la compatibilité d'un contrôle marginal et concret pour autant qu'il ne soit pas théorique et illusoire	449
III. Le principe de confiance mutuelle : soutien des obligations positives de protection des droits fondamentaux	450
CONCLUSION DU TITRE II	453
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE	455

PARTIE III

FINALITÉ ET OPTIMISATION. LE PRINCIPE

DE CONFIANCE MUTUELLE : UN PRINCIPE

DE GOUVERNANCE ESSENTIEL MAIS PERFECTIBLE

INTRODUCTION	459
--------------------	-----

TITRE I

LA FINALITÉ DE LA GOUVERNANCE FONDÉE

SUR LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE

INTRODUCTION	461
CHAPITRE I. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UN PRINCIPE ESSENTIEL	
À LA CROISÉE DES IMPÉRATIFS D'UNITÉ, DE DIVERSITÉ ET D'ÉGALITÉ	463
INTRODUCTION	463
SECTION I. – L'IMPÉRATIF D'UNITÉ : LA CONSTITUTION D'UN ESPACE	
SANS FRONTIÈRES ET LES MOYENS POUR Y PARVENIR	464
§ 1. – L'objectif de constitution d'un espace européen	
sans frontières	464
§ 2. – Les méthodes pour atteindre l'unité	468
SECTION II. – L'IMPÉRATIF DE LA DIVERSITÉ : LE MAINTIEN DES STRUCTURES	
ÉTATIQUES ET L'INDISSOLUBLE AUTONOMIE NORMATIVE ET ADMINISTRATIVE	
DES ÉTATS MEMBRES	470
SECTION III. – L'IMPÉRATIF DE L'ÉGALITÉ : LE PRINCIPE D'ÉGALITÉ	
ENTRE LES ÉTATS MEMBRES	473
SECTION IV. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE :	
UN PRINCIPE DE GOUVERNANCE INÉLUCTABLE	475
CONCLUSION DU CHAPITRE I	478
CHAPITRE II. – LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UN INSTRUMENT	
DE DÉCLOISONNEMENT DES ORDRES JURIDIQUES NATIONAUX	481
SECTION I. – LA NOTION DE COMPÉTENCE TERRITORIALE EN DROIT	
INTERNATIONAL	482
§ 1. – Les notions de compétence prescriptive et coercitive	
en droit international	483

§ 2. – L’extraterritorialité et les principes de droit international qui la régissent	485
§ 3. – Les différents types d’extraterritorialité	487
1. <i>La mise en œuvre de la norme en dehors du territoire de l’État qui l’a émise : l’extraterritorialité directe ou médiatisée</i>	487
2. <i>Le statut de la norme en dehors du territoire de l’État qui l’a émise : l’extraterritorialité inaltérée ou altérée</i>	488
SECTION II. – LA DÉTERRITORIALISATION RÉSULTANT DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE	489
§ 1. – Le découplage entre la compétence et le territoire découlant de gouvernance fondée sur le principe de confiance mutuelle	490
§ 2. – Les différents types de décroissements	494
1. <i>La déterritorialisation de la compétence prescriptive des États membres</i>	494
I. Confiance mutuelle et extraterritorialité de la compétence prescriptive législative	494
II. Confiance mutuelle et extraterritorialité de la compétence prescriptive juridictionnelle	497
III. Confiance mutuelle et extraterritorialité de la compétence prescriptive administrative	501
2. <i>La déterritorialisation de la juridiction coercitive des États membres.</i>	503
I. Confiance mutuelle et pouvoir coercitif juridictionnel	503
II. Confiance mutuelle et pouvoir coercitif administratif	506
CONCLUSION DU CHAPITRE II	507
CONCLUSION DU TITRE I	509

TITRE II

PROPOSITION D’UN NOUVEAU MODE DE GOUVERNANCE FONDÉ SUR LA CONFIANCE : DU POSTULAT À UNE MÉTHODE DE GESTION DES RISQUES ASSUMÉS ET ENCADRÉS

INTRODUCTION	513
CHAPITRE I. – L’ANALYSE DES RISQUES EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES	515
SECTION I. – LE RISQUE	516

SECTION II. – L'ANALYSE DES RISQUES	519
§ 1. – La caractérisation du risque	520
1. <i>La caractérisation de la ressource exposée au risque</i>	521
2. <i>La caractérisation de la probabilité de réalisation du risque</i>	522
3. <i>La caractérisation de l'incertitude</i>	522
4. <i>La caractérisation des garanties réduisant la gravité du risque ou la probabilité de sa survenance</i>	523
§ 2. – L'appréciation du risque par rapport à l'opportunité qui découle de sa prise	523
§ 3. – La décision face au risque	524
CONCLUSION DU CHAPITRE I	525
CHAPITRE II. – LA GOUVERNANCE FONDÉE SUR LA CONFIANCE MUTUELLE	
SOUS LA LOUPE DE L'ANALYSE DES RISQUES	527
SECTION I. – LA GOUVERNANCE FONDÉE SUR LE PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE : UNE GOUVERNANCE RISQUÉE	527
§ 1. – Le risque provoqué par le principe de confiance mutuelle en raison du passage incontrôlé d'une solution juridique d'un ordre juridique à un autre	528
§ 2. – Mise en application de la définition du risque	530
SECTION II. – L'ANALYSE DES RISQUES DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE	533
§ 1. – La caractérisation du risque	533
1. <i>L'évaluation de la ressource exposée au risque et du préjudice éventuel de sa réalisation</i>	534
2. <i>L'évaluation de la probabilité de réalisation du risque</i>	537
3. <i>L'évaluation de l'incertitude</i>	540
4. <i>L'évaluation des éventuelles garanties offertes par l'ordre juridique national et/ou de l'Union réduisant la gravité du risque ou la probabilité de sa survenance</i>	541
§ 2. – L'appréciation du risque par rapport à l'opportunité que procure l'application du principe de confiance mutuelle	543
§ 3. – La décision face au risque	548
CONCLUSION DU CHAPITRE II	550

CHAPITRE III. – <i>DU POSTULAT À LA MÉTHODE : THÉORISATION DE NOUVEAUX</i> <i>JALONS POUR UNE APPLICATION DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE DANS</i> <i>LE RESPECT DE LA COMMUNAUTÉ DE VALEURS</i>	553
SECTION I. – LA MÉTHODE D'APPLICATION DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE DANS SON VOLET GÉNÉRAL ET ABSTRAIT	555
§ 1. – La démarche à suivre en cas d'exposition d'une valeur secondaire ou d'éléments non-essentiels des valeurs fondatrices	555
§ 2. – La démarche à suivre en cas d'exposition d'un élément essentiel d'une valeur fondatrice	557
SECTION II. – LA MÉTHODE D'APPLICATION DU PRINCIPE DE CONFIANCE MUTUELLE DANS SON VOLET INDIVIDUEL ET CONCRET	558
§ 1. – La démarche à suivre en cas d'exposition d'une valeur secondaire ou d'un élément non-essentiel d'une valeur fondatrice	560
§ 2. – La démarche à suivre en cas d'exposition d'un élément essentiel d'une valeur fondatrice	562
1. <i>L'exposition d'un élément essentiel d'une valeur</i> <i>fondatrice en présence d'une incertitude remédiable :</i> <i>du contrôle procédural au contrôle substantiel</i>	564
2. <i>L'exposition d'un élément essentiel d'une valeur</i> <i>fondatrice en présence d'une incertitude irrémédiable</i>	566
SECTION III. – MISE À L'ÉPREUVE DE LA MÉTHODE	568
§ 1. – L'exposition d'une valeur secondaire : la situation type « <i>Hedley Lomas</i> »	568
§ 2. – L'exposition d'un élément essentiel d'une valeur fondatrice : la situation type « <i>LM</i> »	569
SECTION IV. – PISTES DE RÉFLEXION SUR QUELQUES TECHNIQUES DE GESTION DES RISQUES MENAÇANT LES VALEURS FONDATRICES	571
§ 1. – Les outils de gestion <i>abstraite</i> des risques	571
1. <i>La distinction des notions de « trust », de « confidence »</i> <i>et de « fiabilité »</i>	572
2. <i>L'harmonisation minimale des exigences substantielles</i> <i>découlant des valeurs fondatrices</i>	573
3. <i>La « procéduralisation » de la confiance mutuelle</i>	576
4. <i>L'établissement de mécanismes de solidarité entre États</i> <i>membres</i>	584

5. <i>La formation et la mise en réseaux des acteurs de terrain</i>	587
6. <i>La comparaison des bonnes pratiques de chaque domaine d'application du principe de confiance mutuelle</i>	589
§ 2. – Les outils de gestion concrète des risques	591
1. <i>L'échange d'informations</i>	591
2. <i>Le système des assurances</i>	593
CONCLUSION DU CHAPITRE III	596
CONCLUSION DU TITRE II	599
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	601
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	603
I. LE DÉCOR	603
II. LES ACTES	605
§ 1. – L'intrigue – Qu'est-ce que le principe de confiance mutuelle ?	605
§ 2. – L'ironie de l'histoire – La fragilité du fondement du principe de confiance mutuelle	607
§ 3. – Le <i>twist</i> final – Du postulat à la méthode	609
III. LA FIN DU SPECTACLE ? LA CONFIANCE MUTUELLE À LA LUMIÈRE DE LA THÉORIE DU PATRIOTISME CONSTITUTIONNEL	610
BIBLIOGRAPHIE	615
I. Ouvrages	615
II. Contributions à des ouvrages collectifs	622
III. Articles de revues scientifiques	631
IV. Billets de blogs	645
V. Working Papers	646
VI. Rapports	646
VII. Presse	647
INDEX	649
TABLE DES MATIÈRES	651